

Umanità nova - 15 août 1920.

LES DEUX VOIES: RÉFORME OU RÉVOLUTION? LIBERTÉ OU DICTATURE? (3^{ème} partie)

Contrairement aux anarchistes, il y a beaucoup de révolutionnaires qui ne font pas confiance à l'instinct constructif des masses; qui croient posséder la recette infaillible pour assurer le bonheur universel; qui craignent la réaction toujours possible et craignent peut-être plus encore la concurrence des autres partis et des autres écoles de réformateurs sociaux; et c'est pourquoi ils veulent s'emparer du pouvoir et remplacer le gouvernement «*démocratique*» d'aujourd'hui par un gouvernement dictatorial.

Dictature, donc. Mais qui seraient les dictateurs? Pour eux, les chefs de leurs partis, naturellement. Par la force de l'habitude, ou dans le désir conscient d'éviter les explications claires, ils parlent encore de «*dictature du prolétariat*», mais c'est là une plaisanterie désormais passablement éculée.

Voilà ce qu'explique Lénine, ou tout autre qui pense comme lui (*Avanti!* du 20 juin 1920):

«*La dictature, cela veut dire abattre la bourgeoisie grâce à une avant-garde révolutionnaire (ça, c'est la révolution et non pas la dictature) par opposition avec la conception selon laquelle il faut d'abord obtenir une majorité aux élections. C'est grâce à la dictature qu'on obtient une majorité et non pas grâce à la majorité qu'on obtient la dictature*». (Bon; mais si c'est une minorité qui doit encore conquérir la majorité après s'être emparée du pouvoir, c'est un mensonge que de parler de dictature du prolétariat. Le prolétariat, de toute évidence, c'est la majorité).

«*La dictature, cela veut dire l'emploi de la violence et de la terreur*». (De qui, contre qui? Puisqu'on suppose que la majorité est hostile et que, dans la conception dictatorial, il ne peut s'agir de la foule qui, ayant brisé ses chaînes, prend en mains la chose publique, la violence et la terreur devront évidemment être employées contre tous ceux qui ne se plient pas aux volontés des dictateurs, par les sbires au service de ces mêmes dictateurs).

«*La liberté de presse et de réunion reviendrait à autoriser la bourgeoisie à empoisonner l'opinion publique*». (Ainsi donc, après l'avènement de la dictature «*du prolétariat*» qui devrait constituer la totalité des travailleurs, il existera encore une bourgeoisie qui, au lieu de travailler, aura les moyens d'empoisonner «*l'opinion publique*»; et une opinion publique susceptible d'être empoisonnée, extérieure aux prolétaires qui devraient instituer la dictature? Il y aura encore des censeurs tout puissants qui décideront de ce qui peut être publié ou non, et des préfets à qui il faudra demander l'autorisation si on veut faire un meeting. Inutile de parler de la liberté qui serait laissée à ceux qui ne seraient pas de fidèles sujets des dominateurs du moment).

«*Ce n'est qu'après l'expropriation des propriétaires, après la victoire, que le prolétariat attirera à lui la masse de la population qui suivait auparavant la bourgeoisie*». (Mais, encore une fois, qu'est-ce que c'est que ce prolétariat qui n'est pas la masse de ceux qui travaillent? Prolétariat, cela désigne donc ceux qui ont certaines idées et qui appartiennent à un certain parti, et non pas ceux qui n'ont pas de propriété?).

Laissons donc là cette fallacieuse expression, la «*dictature du prolétariat*», si propre à produire tant d'ambiguïtés et discutons de la dictature telle qu'elle est réellement: le gouvernement absolu d'un ou de plusieurs individus qui, en s'appuyant sur un parti ou sur une armée, s'emparent de la force sociale et imposent leur volonté «*par la violence et la terreur*».

Ce que sera cette volonté dépend du genre de personnes qui, dans la pratique, réussiront à s'emparer du pouvoir. En ce qui nous concerne, en Italie, on suppose que ce sera la volonté des communistes et, donc, une volonté qui s'inspire du désir de faire le bien de tous.

Ce qui est déjà fort douteux; car les hommes qui ont les plus grandes qualités nécessaires pour conquérir le pouvoir ne sont généralement pas les plus sincères ni les plus dévoués à la cause publique; et si on prêche aux masses la nécessité de se soumettre à un nouveau gouvernement, on ne fait que préparer la voie aux intrigants et aux ambitieux.

Supposons cependant que les nouveaux gouvernants, les dictateurs qui devraient réaliser les buts de la révolution, soient de vrais communistes, pleins d'ardeur, convaincus que de leurs actes et de leur énergie dépend le bonheur du genre humain. Ce serait des hommes du genre des Torquemada et des Robespierre qui, pour le bien, au nom du salut privé et public, étoufferaient toute voix discordante et détruiraient le moindre souffle de vie libre et spontanée; et puis, dans l'incapacité de résoudre les problèmes pratiques soustraits par eux à la compétence des intéressés, il leur faudrait, de gré ou de force, laisser la place aux restaurateurs du passé.

Le grand argument qui sert à justifier la dictature est l'incapacité supposée des masses et la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives des réactionnaires.

Si les masses étaient vraiment un vulgaire troupeau incapable de vivre sans le bâton du berger, s'il n'y avait pas de minorité suffisamment nombreuse et consciente, capable d'entraîner les masses par la propagande et l'exemple, alors nous comprendrions mieux les réformistes qui craignent les soulèvements populaires et s'imaginent pouvoir peu à peu saper l'État bourgeois et préparer la voie au socialisme à grand renfort de petites réformes qui sont autant de petits rapiécages. Nous comprendrions mieux les éducationnistes qui, sous-estimant l'influence du milieu, espèrent pouvoir changer la société en changeant d'abord tous les individus. Mais nous ne pourrions en aucun cas comprendre les partisans de la dictature qui veulent éduquer et élever les masses «*par la violence et la terreur*» et se verraient dans l'obligation d'élever les gendarmes et les censeurs au rang de facteurs essentiels d'éducation.

Personne, en réalité, ne peut instaurer la dictature révolutionnaire avant que le peuple n'ait fait la révolution, démontrant ainsi dans les faits qu'il est capable de la faire; et alors, la dictature ne fait que s'imposer à la révolution, la dévier, l'étouffer et l'assassiner.

Dans une révolution politique qui ne vise qu'à renverser le gouvernement et laisse sur pied toute l'organisation sociale existante, une dictature peut s'emparer du pouvoir, mettre des hommes à elle à la place des fonctionnaires chassés et organiser d'en haut le nouveau régime.

Mais la dictature n'a rien à faire dans une révolution sociale où sont bouleversées toutes les bases de la vie sociale, où la production indispensable doit être tout de suite reprise pour le compte et au bénéfice des travailleurs et où la distribution doit être immédiatement entreprise selon la justice. Le peuple prendra lui-même ses propres mesures dans les différentes communes et les différentes industries, ou la révolution sera un échec.

Au fond (et certains le disent maintenant ouvertement), les partisans de la dictature ne désirent sans doute dans l'immédiat qu'une révolution politique; en d'autres termes, ils voudraient s'emparer du pouvoir, sans plus, et transformer ensuite progressivement la société par des lois et des décrets. Dans ce cas, ils auront probablement la surprise de voir s'installer au pouvoir d'autres qu'eux-mêmes; et, en tout cas, ils devront avant toute chose penser à organiser la force armée (les policiers) nécessaire pour imposer le respect de leurs propres lois. Pendant ce temps, la bourgeoisie détiendrait toujours la richesse, pour l'essentiel, et passé le moment critique de la colère populaire, elle préparerait la réaction, trufferait la police de ses propres agents, exploiterait le malaise et la désillusion de ceux qui s'attendaient à la réalisation immédiate du paradis terrestre... et reprendrait le pouvoir en se gagnant les dictateurs ou en les remplaçant par des hommes à elle.

Cette peur de la réaction, avancée pour justifier le régime dictatorial, est justement dû au fait qu'on prétend faire la révolution en laissant subsister une classe privilégiée possédant les moyens de reprendre le pouvoir.

Si on commence, au contraire, par l'expropriation totale, alors la bourgeoisie n'existera plus; et toutes les forces vives du prolétariat, toutes les capacités existantes seront employées à l'œuvre de reconstruction sociale.

D'ailleurs, dans un pays comme l'Italie (pour appliquer ce qui vient d'être dit au pays où s'exerce notre activité), dans un pays comme l'Italie, donc, où les masses sont pénétrées d'instincts libertaires et rebelles, et où les anarchistes représentent une force considérable, moins par leurs organisations qu'en raison de l'influence qu'ils peuvent exercer, tenter d'instaurer une dictature ne pourrait se faire sans déclencher la guerre civile entre travailleurs et travailleurs, et ne pourrait triompher qu'au moyen de la plus féroce des tyrannies.

Et dans ce cas, on peut dire adieu au communisme!

Il n'y a qu'une seule voie possible de salut: la Liberté.

Errico MALATESTA.
